

Profil Pays – Cameroun

1- Informations générales

	Nom complet du pays	Cameroun
	Capitale du pays	Yaoundé
	Langue(s) officielle(s)	Français et Anglais
	Ports Principaux	Douala, Kribi et Limbé
	Littoral (km)	300

2- Autorités nationales compétentes chargée de la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures

Lutte en mer

Ministère/Département/Agence	Comité de Pilotage et de Suivi des Pipelines (CPSP)/ Administrations compétentes
Point de contact en charge des questions de lutte en mer	CPSP/Marine Nationale
Adresse	BP : 955 SNH-Yaoundé
Téléphone	(+237) 222 20 98 60
Mobile	(+237) 677 50 64 74
Fax	(+237) 222 20 46 51
Courriel	samuel.minkeng@yahoo.fr

Lutte à terre

Ministère/Département/Agence	CPSP/ Administrations compétentes
Point de contact en charge des questions de lutte à terre	CPSP/Administrations compétentes
Adresse	SNH BP : 955 YAOUNDE
Téléphone	(+237) 222 20 98 60
Mobile	(+237) 677 50 64 74
Fax	(+237) 222 20 46 51
Courriel	samuel.minkeng@yahoo.fr

3- Points de contact

Point Focal GI WACAF

Nom	Samuel Roger MINKENG
Ministère/ Département / Agence	Société Nationale des Hydrocarbures (SNH)- CPSP
Poste	Secrétaire Permanent du CPSP
Adresse	SNH BP : 955 YAOUNDE
Téléphone	(+237) 222 20 98 60
Mobile	(+237) 677 50 64 74
Fax	(+237) 222 20 46 51
Courriel	samuel.minkeng@yahoo.fr

Point Focal OMI

Nom	BOTHE BEBEYA Henri Joël
Ministère/ Département / Agence	Ministère des Transports

Poste	Directeur des Affaires Maritimes et des Voies Navigables
Adresse	Messa-Yaoundé BP : 3993
Téléphone	(+237) 222 22 00 42
Mobile	(+237) 699 60 45 98
Fax	(+237) 222 22 00 42
Courriel	henrijoelbothe@yahoo.fr

4- Plan National d'Intervention d'Urgence (PNIU) en cas de déversement d'hydrocarbures

Élaboration du PNIU

Nom du PNIU	Plan National de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (PNLDAH)
Statut du PNIU	Finalisé et approuvé
Acte administratif d'approbation initial - Numéro et date	Décret présidentiel n° 2009/338 du 29 octobre 2009
Date de dernière mise à jour approuvée	Octobre 2009
Comité / Groupe de travail en charge de la question	CPSP

Composants du Plan National d'Intervention d'Urgence

- Politique sur l'utilisation des dispersants

Statut de la politique sur l'utilisation des dispersants	En cours de développement
L'utilisation des dispersants est considéré comme (première/deuxième/dernière option/pas une option).	Option ultime
Indiquer le nom de l'acte administratif régissant la politique d'utilisation de dispersants.	-

Existe-t-il une liste de dispersants approuvés ? Si oui est-elle publique ?	Une étude réalisée par la SNH pour le MINEPDED, dans l'optique de l'homologation d'une liste des dispersants à utiliser	
Existe-t-il une procédure d'approbation ? Si oui quelle autorité en est responsable ?	Procédure à mettre en place par le MINEPDED en se basant sur l'étude sus évoquée	
Cette même autorité est-elle responsable de l'autorisation d'utilisation des dispersants en situation d'urgence?	Oui	
Est-ce que la politique sur l'utilisation de dispersants est prise en compte dans le PNIU ?	Oui	
Quelles sont les limites géographique et bathymétrique pour l'utilisation des dispersants ?	-	
Existe-t-il des stocks de dispersants ?	Oui chaque opérateur a son stock	
Emplacement des sites de stockage	Chez les opérateurs	
Nom	Propriétaire	Volume

- Cartographie de sensibilité

Statut des cartes de sensibilité	Finalisé
Groupe de travail / Comité en charge	Dernière option
Est-ce que les cartes de sensibilité sont prises en compte dans le PNIU?	oui
Date de validation et de dernière mise à jour	Octobre 2009
Est-ce que la carte couvre l'intégralité du littoral ?	(Plan National de Lutte contre les Déversements Accidentels d'Hydrocarbures (PNLDAH))

Les cartes de sensibilité sont-elles accessibles au public ?	Oui
Sur quel support les cartes de sensibilité sont-elles disponibles ? Papier ou électronique ?	Oui

- Plan d'évaluation et de nettoyage du littoral

Statut du plan de nettoyage du littoral	Finalisé
Quelle est l'autorité en charge du nettoyage du littoral ?	Pollueur
Date de validation et de dernière mise à jour	Octobre 2009 (PNLDAH)
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral fait partie du PNIU ?	Oui
Est-ce que le plan de nettoyage du littoral intègre la stratégie d'évaluation et de nettoyage du littoral (<i>Shoreline Cleanup and Assessment Technique (SCAT)</i> en anglais) ?	Oui
Est-ce que les volontaires civils peuvent prendre part au nettoyage du littoral ? Si oui, un plan de gestion des volontaires est-il prévu en cas de déversement d'hydrocarbure ?	Oui

- Plan de gestion des déchets souillés par les hydrocarbures

Statut du plan de gestion des déchets	Finalisé
Groupe de travail / Comité en charge	CPSP
Date de validation et de dernière mise à jour	Octobre 2009 (PNLDAH)

Est-ce que le plan de gestion des déchets fait partie du PNIU?	Oui
Le plan de gestion des déchets prend-t-il en compte le transport, le stockage temporaire et l'élimination finale des déchets ?	Oui
Les déchets souillés sont-ils considérés comme des déchets dangereux dans la législation nationale ?	Oui
Quels sont les lois et règlements qui régissent la gestion des déchets au niveau national ?	Loi n°96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre sur la gestion de l'environnement

- Plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée

Statut du plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée	Finalisé
Groupe de travail / Comité en charge	CPSP/Marine/Ministère de la Faune et de la Flore (MINFOF)
Date de validation et de dernière mise à jour	Octobre 2009 (PNLDAH)
Est-ce que le plan d'intervention pour la sauvegarde de la faune souillée fait partie du PNIU?	Oui
Existe-t-il des organismes nationaux travaillant sur la question ? Si oui, lesquels ?	MINFOF
Existe-t-il des accords de coopération avec des structures spécialisées à l'international ?	-

- Politique de brûlage in-situ

Statut de la politique de brûlage in-situ	Méthode non recommandée
Groupe de travail / Comité en charge	-
Date de validation et de dernière mise à jour	-
Est-ce que la politique de brûlage in situ fait partie du PNIU?	-
Quelle est la procédure d'autorisation en cas d'incident ?	Saisine par téléphone ou tout autre moyen, du CPSP ou de l'Autorité administrative la plus proche du site.

Organisation

- Système de Gestion de crises (IMS)

Est-ce qu'une approche reprenant les concepts du Système de Gestion de Crise (Incident Management System – IMS en anglais) est utilisée dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que chaque rôle défini est associé à une personne/fonction ?	Oui
Les coordonnées des personnes identifiées sont-elles rassemblées dans une annexe ?	Oui

- Organigramme (non renseigné par le pays)

Aspects transfrontaliers/internationaux

- Coopération transfrontalière/internationale

Quels sont les mécanismes de coopération de lutte au niveau bilatéral et/ou sous régional qui sont intégrés dans le PNIU?	Contacts téléphoniques pour échange d'information en cas de besoin.
Est-ce que des exercices transfrontaliers sont organisés régulièrement ? Si oui, selon quelle fréquence ?	Oui
Indiquez la date du dernier exercice transfrontalier	Le premier date de 2015.
Est-ce que votre pays est engagé dans une coopération avec des projets/institutions visant à améliorer la capacité de préparation à la lutte et lutte ? Si oui, lesquels ?	Exercice bilatéral de simulation entre le Cameroun et le Nigéria. les 16 et 17 mars 2015.

- Circulation transfrontalière/internationale d'expertise et d'équipement

Existe-t-il des procédures douanières et d'immigration spécifiques pour faciliter l'importation de matériel et/ou d'expertise ?	Oui
Si oui, quelle est la procédure à suivre ?	En cas d'incident nécessitant l'intervention de la Douane ou du service d'immigration, la procédure est allégée pour faciliter l'entrée des équipements

[Autres éléments du Plan National d'Intervention d'Urgence](#)

Quelle est la procédure de mise à jour du PNIU ? Le PNIU mis à jour doit-il être officialisé par un acte administratif (ex : décret, arrêté...) pour être applicable ?	Mise à jour du répertoire de donnée effectué régulièrement par le CPSP.
La méthode d'analyse des avantages environnementaux nets (NEBA) est-elle inscrite dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte les différents niveaux de préparation (Tiers 1, 2,3) ?	Oui
Est-ce que le PNIU prend en compte la surveillance aérienne en cas d'incident (par exemple radar, satellite, aéronef, hélicoptère..) ?	Oui
Est-ce que le PNIU couvre la préparation à la lutte et la lutte en cas de déversements de substances nocives et potentiellement dangereuses (SNPD) ?	Oui
Les plans locaux (industrie, port, terminaux...) sont-ils référencés et intégrés dans le PNIU ?	Oui
Est-ce que le PNIU peut être activé en cas de déversement d'hydrocarbures par une source autre qu'un navire (ex : plateforme offshore, pipeline..) ?	Oui

5- Conventions et Accords

[Prévention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention MARPOL 73-78	Oui	Non

MARPOL IV	Oui	Non
MARPOL V	Oui	Non
MARPOL VI	Non	Non

[Préparation et intervention](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
OPRC 1990	Oui	Non
Protocole OPRC-HNS - 2000	Non	Non

[Responsabilité et indemnisation](#)

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
CLC 1992	Oui	Oui
FONDS 1992	Oui	Oui
Fonds Complémentaire	Non	Non
Convention HNS 2010	Non	Non
Convention Hydrocarbures de soute – 2001	Non	Non

Accords Sous -Régionaux et Bilatéraux

Nom	Ratification	Transposition dans la législation nationale
Convention d'Abidjan	Oui	Non
Convention d'Abidjan - Protocole relatif à la pollution par les hydrocarbures	Oui	Non
Plan régional de lutte contre les déversements du Programme du Grand Ecosystème Marin du Courant de Guinée (GCLME)	Oui	Non
Convention de Bamako (sur l'Interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le Contrôle des Mouvements transfrontaliers et la Gestion des déchets dangereux produits en Afrique)	Oui	Oui

6- Formation

Est-ce que le pays organise des formations internes et/ou des exercices au moins une fois par an?	Des mises à niveau/exercices de simulation sont organisés chaque année soit au niveau des opérateurs, soit au niveau du CPSP.
--	---

7- Expertise et ressources au niveau national

Le gouvernement : Le CPSP (SNH)
Le secteur privé : Les opérateurs pétroliers.

Equipement

Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER1) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER2) ?	Oui
Est-ce que la capacité nationale de lutte contre les déversements est suffisante pour mettre en œuvre les opérations d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (TIER3) ?	Non Un appui extérieur serait nécessaire.

8- Industrie

Quels partenaires industriels du secteur Oil&Gas sont présents et opèrent dans votre pays?	SONARA, PERENCO, COTCO, ADDAX, EUROIL, Ports Autonomes de Douala et Kribi, Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers.
Existe-t-il un groupe de travail/une plateforme qui regroupe le gouvernement et les industriels sur les questions liées à la préparation à la lutte et la lutte ? Si oui quel est son nom ?	Oui (CPSP)
Y a-t-il une mise en commun des ressources humaines et matérielles lors des exercices et/ou formations entre industrie et gouvernement ?	Oui

Merci de préciser tout autre aspect pertinent de coopération entre industrie et gouvernement	-----
---	-------